

**Pascal Montavon**

Docteur en droit

# **Abrégé de droit civil**

Art. 1<sup>er</sup> à 640 CC/LPart

Avec la collaboration de Michael Montavon,  
Bachelor en droit, pour la protection de l'adulte

Titre préliminaire du CC

Personnes physiques

Associations

Fondations

Fondations de prévoyance  
professionnelle

Mariage, divorce

Régimes matrimoniaux

Filiation

Protection de l'adulte

Successions

Partenariat enregistré

**3<sup>e</sup> édition**

**TABLE DES MATIERES**

AVANT-PROPOS .....	V
SOMMAIRE .....	VII
TABLE DES MATIERES.....	XI
BIBLIOGRAPHIE.....	XLIX
ABREVIATIONS .....	LIII

**PARTIE I : STRUCTURE, HISTORIQUE ET PRINCIPES GENERAUX  
DU DROIT CIVIL**

<b>§ 1. LE DROIT, L'EQUITE, LA JUSTICE ; REFLEXIONS ET REPERES INTRODUCTIFS .....</b>	<b>3</b>
<b>I. UNE APPROCHE DU DROIT .....</b>	<b>3</b>
1. <i>Jus est ars aequi et boni</i> .....	3
2. Justice commutative et distributive .....	4
3. La notion de droit comme ordre juridique ou droit objectif .....	5
4. Les droits subjectifs.....	5
5. Principes généraux applicables à l'exercice des droits subjectifs.....	6
6. La loi .....	7
7. La coutume.....	7
<b>II. LE DROIT PRIVE SUISSE .....</b>	<b>7</b>
1. Le droit romain et les droits nationaux.....	7
2. Le droit privé suisse hier et aujourd'hui .....	8
<b>§ 2. LE DROIT CIVIL SUISSE.....</b>	<b>11</b>
<b>I. NOTION .....</b>	<b>11</b>
<b>II. LE SYSTEME SUISSE .....</b>	<b>11</b>
<b>III. L'HISTORIQUE DU CODE CIVIL (CC/CO).....</b>	<b>12</b>
1. Pluralités de législations cantonales (XIX <sup>ème</sup> siècle) .....	12
2. L'unification du droit civil (1912).....	12
3. L'unification du droit des obligations (1912).....	13
4. La révision du droit commercial (1937 / 1950) .....	13
5. L'évolution actuelle du droit civil .....	14
<b>§ 3. LE TITRE PRELIMINAIRE DU CODE CIVIL.....</b>	<b>15</b>
<b>Art. 1-9 CC</b>	
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>15</b>
<b>II. L'APPLICATION DE LA LOI.....</b>	<b>15</b>
1. Principes.....	15
2. L'analyse et l'application de la règle de droit.....	16
3. La lettre et l'esprit de la loi.....	17
4. L'interprétation de la loi.....	17
5. La question des lacunes proprement dites et improprement dites.....	19
6. Le pouvoir d'appréciation du juge.....	20
7. Le recours à la doctrine et à la jurisprudence .....	21

III.	LES REGLES DE LA BONNE FOI ET L'ABUS DE DROIT .....	22
	1. En général .....	22
	2. Le devoir d'agir de bonne foi .....	22
	3. L'abus de droit .....	23
	4. Le principe de présomption de bonne foi .....	25
IV.	LES RAPPORTS ENTRE LE DROIT FEDERAL ET LE DROIT CANTONAL .....	26
	1. Le principe de la compétence de la Confédération en matière civile..	26
	2. Compétences en matière de droit civil réservées aux cantons .....	27
	3. Principe de la force dérogatoire du droit fédéral .....	28
V.	L'APPLICATION DES DISPOSITIONS GENERALES DU CO AUX AUTRES MATIERES DU DROIT CIVIL .....	28
	1. De l'application des règles du CO aux matières du CC .....	28
	2. De l'application des règles du CO aux autres matières du droit.....	29
VI.	LES REGLES DE PREUVE.....	29
	1. Généralités .....	29
	2. Le fardeau de la preuve .....	30
	3. Les présomptions de l'homme et les présomptions légales .....	31
	3.1. La présomption de l'homme .....	31
	3.2. La présomption légale .....	31
	4. Les fictions.....	32
	5. Les registres publics et les titres authentiques .....	32
	5.1. Principes.....	32
	5.2. Etendue des faits prouvés et force probante .....	32
	5.3. De la preuve de l'inexactitude d'un titre public .....	33
<b>§ 4.</b>	<b>L'APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS .....</b>	<b>35</b>
	<b>Titre final CC</b>	
I.	GENERALITES .....	35
II.	PRINCIPES DE BASE DE DROIT TRANSITOIRE.....	35
	1. Généralités .....	35
	2. L'application de l'ancien droit .....	36
	3. L'application du droit nouveau .....	36
	4. L'application mixte .....	35
III.	PROBLEMES POSES PAR L'ABROGATION DE TEXTES LEGISLATIFS.....	37
	1. Généralités .....	37
	2. La loi plus récente déroge en principe à la plus ancienne.....	38
	3. La loi spéciale récente déroge en principe à la loi générale plus ancienne mais non en principe l'inverse.....	38
	4. La loi de rang supérieur déroge en principe à la loi de rang inférieur.	39

<b>PARTIE II : LES PERSONNES PHYSIQUES</b>
--

<b>§ 5.</b>	<b>LA PERSONNE, SUJET DE DROITS ET D'OBLIGATIONS .....</b>	<b>43</b>
	<b>Art. 11-26 et 29-49 CC</b>	

<b>I.</b>	<b>GENERALITES</b> .....	43
	1. Les personnes .....	43
	2. Personnes et choses .....	43
<b>II.</b>	<b>LA JOUISSANCE DES DROITS CIVILS</b> <b>(CAPACITE CIVILE PASSIVE)</b> .....	44
	1. Principe .....	44
	2. Exceptions .....	44
	3. Entités juridiques au bénéfice de la capacité civile passive ou d'une quasi-capacité civile passive.....	45
<b>III.</b>	<b>L'EXERCICE DES DROITS CIVILS</b> <b>(CAPACITE CIVILE ACTIVE)</b> .....	45
	1. Principe .....	45
	2. Les conditions de la capacité civile active.....	49
	2.1. La capacité de discernement.....	49
	2.2. La majorité .....	50
	2.3. Ne pas faire l'objet d'une mesure de curatelle de portée générale.....	50
	3. Restrictions induites d'une mesure de curatelle autre que de portée générale .....	51
	3.1. Principes.....	51
	3.2. La curatelle de représentation ordinaire .....	52
	3.3. La curatelle de représentation pour la gestion du patrimoine .....	52
	3.4. La curatelle de coopération .....	52
	3.5. La curatelle combinée .....	52
<b>IV.</b>	<b>LA SITUATION DES PERSONNES INCAPABLES DE DISCERNEMENT, DES MINEURS ET DES PERSONNES SOUS CURATELLE DE PORTEE GENERALE</b> .....	52
	1. Principes.....	52
	2. Les personnes incapables de discernement.....	53
	3. Les mineurs et personnes sous curatelle de portée générale capables de discernement .....	53
	3.1. Principes.....	53
	3.2. La capacité conditionnelle.....	54
	3.2.1. Le système.....	54
	3.2.2. Situation juridique des affaires pendantes .....	55
	3.3. La capacité inconditionnelle.....	55
	3.3.1. Le système.....	55
	3.3.2. S'agissant d'actes purement gratuits.....	56
	3.3.3. S'agissant d'actes illicites.....	56
	3.4. Les capacités civiles spéciales du mineur.....	57
	3.5. Les capacités civiles spéciales de la personne capable de discernement sous curatelle de portée générale .....	57
	4. De l'exercice des droits strictement personnels .....	58
	5. De la capacité civile active des personnes morales .....	59
<b>V.</b>	<b>LA REPRESENTATION</b> .....	59
	1. Notion.....	59
	2. La représentation légale.....	59
	3. La représentation volontaire .....	60

<b>VI.</b>	<b>LA PARENTE ET L'ALLIANCE.....</b>	<b>61</b>
1.	La parenté.....	61
2.	L'alliance.....	62
3.	Les proches.....	63
<b>VII.</b>	<b>LE DROIT DE CITE ET LE DOMICILE.....</b>	<b>63</b>
1.	Le droit de cité / l'origine.....	63
2.	Le domicile.....	63
2.1.	Principes.....	63
2.2.	Le domicile volontaire.....	64
2.3.	Les domiciles antérieurs par défaut et fictifs.....	64
2.4.	Les domiciles légaux.....	65
<b>VIII.</b>	<b>LA PROTECTION DE LA PERSONNE (renvoi § 6).....</b>	<b>65</b>
<b>IX.</b>	<b>LE NOM, SA PROTECTION, LE DROIT AU CHANGEMENT DE NOM.....</b>	<b>65</b>
1.	Généralités.....	65
2.	Acquisition originaire ou par adoption du nom.....	66
3.	De l'acquisition d'un nouveau nom par mariage ou partenariat.....	66
4.	Le droit au changement de nom.....	67
5.	La protection du nom.....	68
<b>X.</b>	<b>LE COMMENCEMENT ET LA FIN DE LA PERSONNALITE.....</b>	<b>68</b>
1.	Commencement et fin de la personnalité.....	68
1.1.	De la naissance accomplie de l'enfant.....	68
1.2.	De l'enfant à naître.....	69
1.3.	De la mort.....	69
1.4.	Des preuves de la vie et de la mort.....	70
2.	La déclaration d'absence.....	70
3.	Les effets juridiques de la mort.....	71
<b>XI.</b>	<b>LES ACTES DE L'ETAT CIVIL.....</b>	<b>71</b>
1.	Généralités.....	71
2.	Notion et organisation de l'état civil.....	72
3.	Les registres.....	72
4.	Force probante des enregistrements.....	73
<b>§ 6.</b>	<b>LA PROTECTION DE LA PERSONNE.....</b>	<b>75</b>
	<b>Art. 27-28I CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES.....</b>	<b>75</b>
<b>II.</b>	<b>LA PROTECTION DE LA PERSONNE CONTRE ELLE-MEME.....</b>	<b>75</b>
1.	Principes.....	75
2.	Les limites de la liberté personnelle.....	76
<b>III.</b>	<b>LA PROTECTION DE LA PERSONNE CONTRE DES ATTEINTES DE TIERS.....</b>	<b>77</b>
1.	Généralités.....	77
2.	Les droits de la personne protégés.....	77
3.	Les motifs écartant l'illicéité de l'atteinte.....	78

3.1.	Le consentement à une certaine limitation de sa sphère privée, à la publicité de son image, à une relative atteinte à son intégrité .....	78
3.2.	L'existence d'un intérêt prépondérant privé ou public .....	79
3.3.	La loi .....	79
4.	Les actions défensives des droits de la personnalité .....	80
4.1.	Les conditions communes aux trois actions défensives .....	80
4.2.	L'action en prévention de l'atteinte .....	81
4.3.	L'action en cessation de l'atteinte .....	81
4.4.	L'action en constatation du caractère illicite de l'atteinte si le trouble subsiste .....	82
5.	Les demandes en rectification et communication du jugement .....	82
6.	Les actions réparatrices .....	82
6.1.	L'action en dommages-intérêts .....	82
6.2.	L'action en réparation du tort moral .....	83
6.3.	L'action en remise du gain .....	84
7.	Mesures provisionnelles et for des actions .....	84
<b>IV.</b>	<b>LA PROTECTION CONTRE DES ATTEINTES PAR LE BIAIS DE MEDIAS A CARACTERE PERIODIQUE .....</b>	<b>85</b>
1.	Principes .....	85
2.	Modalités du droit de réponse .....	86
<b>V.</b>	<b>LA PROTECTION CONTRE DES ATTEINTES LORS DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES .....</b>	<b>87</b>
1.	En général .....	87
2.	Principes applicables aux fichiers .....	88
3.	Principes de la protection dans le secteur privé .....	89
4.	Principes de la protection dans le secteur public .....	90
5.	Les moyens de droit des personnes concernées ou lésées .....	90
<b>VI.</b>	<b>LA PROTECTION DU DROIT A L'IMAGE .....</b>	<b>91</b>
1.	Généralités .....	91
2.	Définition de l'image et nature du droit .....	91
3.	Titularité du droit .....	92
4.	La protection du droit à l'image .....	92
<b>VII.</b>	<b>LES DROITS DU PATIENT FACE A LA MEDECINE .....</b>	<b>93</b>
1.	Généralités .....	93
2.	Les droits du patient .....	93
3.	Le droit à l'information et à la confidentialité du dossier médical .....	94
4.	Relation thérapeutique et responsabilité juridique .....	96

<b>PARTIE III : LES PERSONNES MORALES DU CODE CIVIL</b>
---

<b>§ 7.</b>	<b>LES DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX PERSONNES MORALES DU CC ET DU CO .....</b>	<b>99</b>
	<b>Art. 52-59 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>99</b>
<b>II.</b>	<b>LES DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>99</b>
1.	Généralités .....	99
2.	Les espèces de personnes morales .....	101
3.	L'acquisition de la personnalité morale .....	101

*Table des matières*

3.1.	Principe .....	101
3.2.	Conditions et modalités ordinaires .....	102
4.	La jouissance des droits civils .....	102
5.	L'exercice des droits civils .....	103
5.1.	Principe .....	103
5.2.	Notion d'organe .....	103
5.3.	Incidence de la notion d'organe en droit de la responsabilité.....	104
5.4.	Responsabilité personnelle pour les actes illicites commis par les organes .....	105
5.5.	Indépendance de la personne morale en regard de ses fondateurs.....	105
6.	Le siège ou domicile .....	105
7.	La dissolution et liquidation de la personne morale .....	106
7.1.	En général .....	106
7.2.	La dissolution et liquidation pour cause de but illicite ou contraire aux mœurs .....	107
8.	Champ d'application des art. 51 à 58 CC.....	107
 <b>§ 8. L'ASSOCIATION.....</b>		<b>109</b>
<b>Art. 60-79 CC</b>		
 <b>I. GENERALITES .....</b>		<b>109</b>
1.	Notion.....	109
1.1.	Définition .....	109
1.2.	Éléments caractéristiques .....	109
1.3.	Similitudes avec la société coopérative .....	110
1.4.	Fédération d'association.....	110
2.	Nature du but social.....	110
2.1.	Caractère et limitation .....	110
2.2.	Incidence de la limitation du but idéal.....	111
3.	Organisation et statuts .....	111
4.	La liberté d'association .....	111
5.	Hierarchie des normes applicables en droit de l'association .....	112
 <b>II. CONSTITUTION .....</b>		<b>112</b>
1.	Modalités et éléments constitutifs .....	112
2.	Les statuts.....	113
2.1.	Généralités .....	113
2.2.	Autonomie de l'association.....	114
2.3.	Le nom .....	114
2.4.	Le but .....	114
2.5.	Les ressources .....	114
2.6.	L'organisation .....	115
2.7.	Le siège .....	116
3.	L'inscription au RC .....	116
3.1.	Principe .....	116
3.2.	De l'industrie exercée en la forme commerciale nécessitant une inscription au RC.....	118
4.	Devoirs du préposé au RC.....	119
5.	Responsabilité des membres fondateurs .....	119
6.	Situation des pseudo-associations indûment inscrites au RC .....	120
7.	Association ayant un but illicite ou contraire aux mœurs.....	120

<b>III.</b>	<b>ORGANISATION</b> .....	120
	<b>A. L'ASSEMBLEE GENERALE</b> .....	120
	1. Notion et composition .....	120
	2. Compétences .....	120
	2.1. Compétences inaliénables .....	121
	2.2. Compétences pouvant être aliénées .....	122
	3. Convocation .....	122
	3.1. Principe .....	122
	3.2. Modalités.....	123
	4. Modes de décisions et majorités .....	124
	4.1. Formes.....	124
	4.2. Principe des droits égaux des membres .....	124
	4.2.1. Principe, admission de droits pluraux.....	124
	4.2.2. Droit de représentation .....	125
	4.2.3. Droits des mineurs et personnes sous curatelle de portée générale capables de discernement .....	125
	4.3. Principe des décisions prises à la majorité des voix des membres présents pourvus d'un droit de vote.....	125
	4.3.1. Principe .....	125
	4.3.2. Majorités absolues et relatives.....	126
	4.3.3. Majorités qualifiées .....	126
	4.4. Privation du droit de vote .....	126
	4.5. Voix prépondérante du président.....	127
	5. Institution de la consultation des membres par correspondance .....	127
	6. L'adhésion unanime par écrit à une proposition.....	127
	7. Procès-verbal des assemblées générales, votations par correspondance et adhésions par écrit à des propositions.....	128
	<b>B. LA DIRECTION</b> .....	128
	1. Notion, composition .....	128
	2. Attributions .....	129
	3. Statut juridique des membres de la direction.....	129
	4. Décisions.....	130
	5. Représentation.....	130
	6. Livres comptables, comptabilité simple / commerciale.....	131
	7. Responsabilité des membres de la direction .....	131
	<b>C. L'ORGANE DE REVISION</b> .....	132
	1. Principes.....	132
	2. Modalité des contrôles ordinaire et restreint.....	132
	3. Désignation de l'organe de révision .....	133
	<b>D. AUTRES ORGANES</b> .....	133
<b>IV.</b>	<b>CARENCE DANS L'ORGANISATION</b> .....	134
	1. Principe .....	134
	2. Compétence du juge saisi .....	134
	3. Prise en charge des coûts des mesures décidées .....	135
<b>V.</b>	<b>L'ACQUISITION ET PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE</b> .....	135
	1. L'acquisition de la qualité de membre.....	135
	2. De l'aliénabilité et de la transmissibilité de la qualité de sociétaire ....	136
	3. La sortie de l'association par démission, décès ou avènement d'une condition résolutoire.....	136

*Table des matières*

3.1.	Principe et délai.....	136
3.2.	Effets quant aux cotisations de membre .....	137
4.	L'exclusion de l'association.....	137
4.1.	Motifs statutaires et justes motifs d'exclusion .....	137
4.2.	Compétence décisionnelle.....	137
4.3.	Démision consécutive à une procédure d'exclusion .....	138
5.	Les effets de la sortie et de l'exclusion.....	138
<b>VI.</b>	<b>LES DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES .....</b>	<b>138</b>
1.	Les droits des membres .....	138
1.1.	Les droits sociaux.....	139
1.2.	Les droits économiques d'usage .....	139
1.3.	Les droits de protection du but social de l'association .....	139
2.	Les obligations des membres.....	139
2.1.	Les obligations sociales.....	139
2.2.	Les obligations patrimoniales.....	140
2.2.1.	Les cotisations des membres .....	140
2.2.2.	Les versements supplémentaires, les responsabilités personnelles.....	141
<b>VII.</b>	<b>LA PROTECTION DU BUT SOCIAL .....</b>	<b>141</b>
1.	De la réalisation du but social .....	141
2.	La protection des droits des membres à la réalisation du but social et à l'esprit de l'association .....	142
<b>VII.</b>	<b>LA PROTECTION DES DROITS DES SOCIETAIRES.....</b>	<b>142</b>
1.	Principes.....	142
2.	Capacité pour agir et défendre.....	142
3.	Délai d'action.....	143
4.	Tribunal compétent .....	144
5.	Nature de l'action .....	144
6.	Décisions nulles de plein droit .....	144
7.	Décisions hors le champ d'application de l'art. 75 CC .....	144
8.	Le droit de recourir à un arbitrage prévu par les statuts.....	145
<b>IX.</b>	<b>RESPONSABILITE .....</b>	<b>145</b>
1.	Principe de non responsabilité patrimoniale des sociétaires.....	145
2.	Modalités de responsabilité patrimoniale des sociétaires .....	145
3.	Responsabilité de la direction.....	146
<b>X.</b>	<b>LA FIN DE L'ASSOCIATION.....</b>	<b>146</b>
1.	La dissolution par décision de l'assemblée générale .....	146
1.1.	Principe .....	146
1.2.	Motifs statutaires .....	147
1.3.	Effets de la dissolution .....	147
1.4.	Révocation de la décision de dissolution / de la constatation du cas statutaire de dissolution .....	147
2.	La dissolution de par la loi .....	148
2.1.	Pour cause d'insolvabilité.....	148
2.2.	Pour cause de direction inexistante et ne pouvant être constituée .....	148
2.3.	De l'entrée en liquidation.....	148
3.	La dissolution par jugement pour cause de but illicite ou contraire aux mœurs .....	149
4.	La liquidation et radiation .....	149
4.1.	Principes.....	149
4.2.	Allocation des actifs .....	150

4.3.	En cas de dissolution pour cause de faillite .....	150
4.4.	Radiation de l'association inscrite au RC.....	150
<b>XI.</b>	<b>LES OPERATIONS DE FUSION, TRANSFORMATION ET TRANSFERTS DE PATRIMOINE SELON LA LFUS.....</b>	<b>151</b>
1.	Champ d'application de la LFus.....	151
2.	Structure de la LFus .....	151
3.	Associations et LFus .....	151
3.1.	Fusions .....	152
3.2.	Scissions.....	152
3.3.	Transformations .....	152
3.4.	Transferts de patrimoine.....	152
4.	Modalités, contrôle, annulabilité, responsabilité quant aux opérations .....	152
<b>XII.</b>	<b>EXEMPLE D'ACTE CONSTITUTIF ET DE STATUTS .....</b>	<b>153</b>
<b>§ 9.</b>	<b>LA FONDATION.....</b>	<b>159</b>
	<b>Art. 80-89a CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>159</b>
1.	Notion.....	159
1.1.	Définition .....	159
1.2.	Distinction avec le trust de droit anglo-saxon .....	160
1.3.	Caractéristiques .....	160
2.	Droit applicable.....	160
3.	Distinctions au sein des fondations .....	160
3.1.	Distinction selon le régime de droit public / privé.....	160
3.2.	Distinction dans le cadre du droit privé.....	161
4.	L'individualisation d'une masse de biens affectés à un but spécial....	164
4.1.	Du but en général .....	164
4.2.	Du but commercial accessoire / principal.....	164
5.	Des biens affectés à la fondation .....	165
6.	Institutions de défense et promotion des fondations.....	165
<b>II.</b>	<b>CONSTITUTION .....</b>	<b>166</b>
1.	Principes et éléments constitutifs .....	166
1.1.	Principes.....	166
1.2.	Modalités.....	166
1.3.	Capacité d'ériger une fondation .....	167
1.4.	Personne morale fondatrice .....	167
2.	Inscription au RC et acquisition de la personnalité .....	167
2.1.	Modalités d'inscription.....	167
2.2.	Contenu de l'inscription au RC .....	168
2.3.	Des relations avec l'autorité de surveillance compétente .....	169
3.	Exercice des droits civils.....	169
4.	Nom et siège.....	169
5.	Droits de tiers lésés par la constitution d'une fondation.....	170
6.	Nullité de la fondation, effet guérisseur limité dans le temps.....	170
<b>III.</b>	<b>ORGANISATION.....</b>	<b>171</b>
1.	Généralités .....	171
2.	De l'organisation statutaire et réglementaire.....	171
3.	Tenue des comptes .....	171
4.	Les organes.....	172

*Table des matières*

4.1.	Le conseil de fondation, la direction .....	172
4.1.1.	Composition .....	172
4.1.2.	Fonctions .....	173
4.1.3.	Responsabilité .....	173
4.1.4.	Indemnisation .....	174
4.2.	Le comité consultatif et les autres comités .....	175
4.3.	L'organe de révision .....	175
4.3.1.	Principe .....	175
4.3.2.	De la dispense de désigner un organe de révision .....	175
4.3.3.	Obligation de l'organe de révision envers l'autorité de surveillance..	176
5.	Les destinataires et bénéficiaires .....	177
6.	De l'importance des règlements d'administration et de placements...	177
<b>IV.</b>	<b>CARENCE DANS L'ORGANISATION DE LA FONDATION .....</b>	<b>178</b>
1.	Principes .....	178
2.	Transfert de biens à une autre fondation .....	178
3.	Révocation d'une personne nommée par l'autorité de surveillance ...	178
<b>V.</b>	<b>SURVEILLANCE .....</b>	<b>179</b>
1.	Principes .....	179
2.	Autorités de surveillance .....	179
2.1.	Autorité fédérale .....	179
2.2.	Autorités cantonales et régionales .....	180
3.	Tâches de l'autorité de surveillance .....	180
3.1.	En général .....	180
3.2.	Appréciation des placements de fortune .....	180
3.3.	Etendue de la surveillance .....	180
4.	Principes applicables aux interventions de l'autorité de surveillance.	181
4.1.	Principes généraux .....	181
4.2.	Principes constitutionnels .....	182
4.3.	Responsabilité de l'autorité de surveillance .....	182
5.	Dénonciations et plaintes à l'autorité de surveillance .....	182
5.1.	Dénonciations .....	182
5.2.	Plaintes .....	183
6.	Conférence des autorités cantonales de surveillance des fondations ..	183
<b>VI.</b>	<b>MESURES EN CAS DE SURENDETTEMENT ET D'INSOLVABILITE .....</b>	<b>183</b>
1.	Devoir de l'organe suprême de la fondation .....	183
2.	Remise du bilan intermédiaire à l'autorité de surveillance .....	184
3.	Mise en place de mesures de redressement .....	184
4.	Application par analogie des dispositions sur l'ouverture ou l'ajournement de la faillite .....	184
4.1.	De l'ouverture de la faillite .....	184
4.1.1.	Principe .....	184
4.1.2.	Conditions formelle et matérielle .....	185
4.1.3.	Ouverture de la faillite par procédure sommaire .....	185
4.2.	De l'ajournement de la faillite .....	185
4.2.1.	Principe .....	185
4.2.2.	Les conditions .....	186
4.2.3.	La décision du juge .....	186
4.2.4.	La publication de l'ajournement de la faillite .....	187
4.2.5.	Les effets de l'ajournement de la faillite .....	187
4.2.6.	Durée et fin de l'ajournement de la faillite .....	188

<b>VII.</b>	<b>MODIFICATION DE L'ORGANISATION ET DU BUT .....</b>	<b>189</b>
1.	Généralités .....	189
2.	Modification de l'organisation .....	189
3.	Modification du but .....	189
3.1.	Modification initiée par l'autorité de surveillance ou l'organe suprême de la fondation .....	190
3.2.	Modification initiée par le fondateur ou résultant d'une disposition pour cause de mort .....	190
3.3.	De l'application des dispositions sur la modification du but aux fondations constituées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2006 .....	191
4.	Modifications accessoires de l'acte de fondation .....	191
<b>VIII.</b>	<b>DISSOLUTION ET RADIATION .....</b>	<b>192</b>
1.	Dissolution par l'autorité compétente.....	192
2.	Requête et action en dissolution .....	192
3.	Liquidation, cas échéant, et radiation de l'inscription .....	193
<b>IX.</b>	<b>LES FONDATIONS DE FAMILLE ET ECCLESIASTIQUES.....</b>	<b>193</b>
1.	Les fondations de famille .....	193
2.	Les fondations ecclésiastiques.....	194
3.	Les fondations de nature mixte.....	195
<b>X.</b>	<b>DES FONDS RECUEILLIS LAISSÉS SANS AFFECTATION.....</b>	<b>195</b>
1.	Fonds recueillis publiquement laissés sans affectation.....	195
2.	Autorité compétente .....	196
<b>XI.</b>	<b>LES OPERATIONS DE FUSION ET DE TRANSFERT DE PATIMOINE SELON LA LFUS .....</b>	<b>196</b>
1.	Généralités .....	196
2.	Fusion et transfert de patrimoine de fondations.....	196
2.1.	Généralités .....	196
2.2.	La fusion de fondations .....	119
2.3.	Le transfert de patrimoine .....	198
<b>XII.</b>	<b>EXEMPLES D'ACTE CONSTITUTIF ET DE REGLEMENT.....</b>	<b>199</b>
<b>§ 10.</b>	<b>LES FONDATIONS DE PREVOYANCE PROFESSIONNELLE.....</b>	<b>207</b>
	<b>(Art. 80-89a CC/LPP)</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>207</b>
1.	Des entités incontournables de l'économie .....	207
2.	Un cadre législatif très dense.....	207
3.	Axes de présentations.....	208
<b>II.</b>	<b>BASE DE LA PREVOYANCE PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>208</b>
1.	Prévoyance selon la LPP et régimes pré- et sur-obligatoire .....	208
1.1.	Cadre historique et législatif.....	208
1.2.	Part obligatoire et parts pré-/sur-obligatoires .....	209
1.3.	Systèmes de primauté de cotisations et de primauté de prestations....	210
2.	Les réformes et révisions de la LPP .....	211
2.1.	Les révisions d'avant la 1 <sup>ère</sup> grande révision de 2004 .....	211
2.2.	La 1 <sup>ère</sup> grande révision de la LPP .....	212
2.3.	La révision liée au partenariat enregistré .....	212

2.4.	Les révisions de réforme structurelle et sur le financement des institutions de prévoyance de droit public .....	213
<b>III.</b>	<b>FORMES JURIDIQUES DES INSTITUTIONS DE PREVOYANCE ....</b>	<b>213</b>
1.	Généralités .....	213
1.1.	Formes juridiques des institutions .....	213
1.2.	Rapport d'affiliation de l'employeur à l'institution.....	214
1.3.	Caractère enregistré ou non de l'institution sur le registre de la prévoyance professionnelle .....	214
2.	Les fondations autonomes .....	214
3.	Les fondations semi-autonomes .....	214
4.	Les fondations collectives .....	215
5.	Les fondations communes .....	215
6.	Les fondations de libre passage .....	215
7.	Les fondations de placement .....	215
8.	Les institutions de droit public .....	216
<b>IV.</b>	<b>FONDS DE PREVOYANCE PATRONAUX .....</b>	<b>216</b>
1.	Les fonds de bienfaisance.....	216
2.	Les fondations de financement .....	216
<b>V.</b>	<b>L'INSTITUTION SUPPLEMENTIVE ET LE FONDS DE GARANTIE .....</b>	<b>217</b>
1.	L'institution supplétive.....	217
1.1.	Tâches .....	217
1.2.	Affiliation volontaire rétroactive et d'office rétroactive .....	218
1.3.	Affiliation d'office rétroactive qualifiée avec pénalité supplémentaire .....	218
2.	Le fonds de garantie .....	218
<b>VI.</b>	<b>DROIT APPLICABLE AUX FONDATIONS DE PREVOYANCE ET AUX FONDS PATRONAUX.....</b>	<b>219</b>
1.	Droit privé et législation de la prévoyance professionnelle .....	219
2.	Législation fiscale .....	221
<b>VII.</b>	<b>CONSTITUTION DES FONDATIONS DE PREVOYANCE .....</b>	<b>222</b>
1.	Principe de constitution selon les modalités ordinaires .....	222
2.	Enregistrement des institutions pratiquant le régime LPP obligatoire .....	223
<b>VIII.</b>	<b>ORGANISATION DES FONDATIONS DE PREVOYANCE .....</b>	<b>223</b>
1.	Les organes.....	223
1.1.	La direction .....	223
1.2.	L'organe de révision.....	225
2.	L'expert en matière de prévoyance professionnelle .....	226
3.	Les dispositions d'organisation des fondations de prévoyance imposées par la LPP .....	226
<b>IX.</b>	<b>FINANCEMENT .....</b>	<b>227</b>
1.	Principes.....	227
2.	Les cotisations.....	228
3.	Le taux de couverture.....	229
4.	Découvert et mesures d'assainissement.....	230
<b>X.</b>	<b>PLACEMENT DE LA FORTUNE.....</b>	<b>231</b>
1.	En général .....	231
2.	Placement chez l'employeur.....	232

<b>XI.</b>	<b>RESPONSABILITE DES PERSONNES CHARGEES DE L'ADMINISTRATION ET DU CONTRÔLE .....</b>	<b>233</b>
1.	Principes.....	233
2.	En général .....	233
3.	En situation d'assainissement.....	234
4.	Nature juridique de la responsabilité .....	234
5.	Qualité pour agir et pour défendre.....	235
6.	Solidarité des organes.....	235
7.	Prescription .....	236
<b>XII.</b>	<b>LA LIQUIDATION PARTIELLE ET TOTALE.....</b>	<b>236</b>
1.	Généralités .....	236
1.1.	Problématique de la liquidation partielle induite de situations de changement important au sein de l'entreprise affectant le personnel ..	237
1.2.	Transfert de patrimoine et d'une part des fonds libres, le cas échéant prise en compte de découverts techniques.....	237
1.3.	Déterminations comptables des fonds libres ou d'éventuels découverts techniques.....	238
1.4.	Distinction du plan de répartition d'avec un plan social .....	239
2.	La liquidation partielle .....	240
2.1.	Principes.....	240
2.1.1.	La réduction considérable du personnel .....	240
2.1.2.	La restructuration de l'entreprise.....	242
2.1.3.	La résiliation d'un contrat d'affiliation.....	242
2.2.	Le règlement de liquidation partielle.....	243
2.3.	De l'approbation du règlement de liquidation partielle par l'autorité de surveillance .....	243
2.4.	Protection des assurés par l'autorité de surveillance et les instances judiciaires .....	244
3.	La liquidation totale des institutions de prévoyance.....	245
<b>XIII.</b>	<b>LA SURVEILLANCE DES FONDATIONS DE PREVOYANCE.....</b>	<b>245</b>
1.	Principes.....	245
2.	Tâches des autorités de surveillance.....	246
3.	Haute surveillance.....	247
<b>XIV.</b>	<b>LA PROTECTION DES ASSURES ET DESTINATAIRES CONFEREE PAR LA LPP .....</b>	<b>248</b>
1.	Contestations relevant des tribunaux cantonaux.....	248
2.	Contestations relevant du Tribunal administratif fédéral.....	248
<b>XV.</b>	<b>LA PROTECTION DES DONNEES ET L'ENTRAIDE ADMINISTRATIVE .....</b>	<b>249</b>
<b>XVI.</b>	<b>LES OPERATIONS DE FUSION ET DE TRANSFERT DE PATRIMOINE SELON LA LFUS .....</b>	<b>249</b>
1.	Généralités .....	249
2.	Fusion.....	249
3.	Transformation .....	250
4.	Transfert de patrimoine .....	250

**PARTIE IV : LE MARIAGE ET LE DIVORCE**

<b>§ 11.</b>	<b>LE MARIAGE .....</b>	<b>253</b>
	<b>Art. 90-103 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>253</b>
	1. Notions et distinctions .....	253
	2. Réglementation .....	253
<b>II.</b>	<b>LE CONCUBINAGE.....</b>	<b>254</b>
	1. Notion.....	254
	2. Droit applicable aux concubins .....	254
	3. Fin du concubinage .....	256
<b>III.</b>	<b>LES FIANCAILLES.....</b>	<b>256</b>
	1. Le contrat de fiançailles .....	256
	2. Les effets du contrat de fiançailles .....	256
	3. La rupture des fiançailles .....	257
	3.1. Restitution des présents de valeurs.....	257
	3.2. Participation et réparations financières.....	257
	3.3. Prescription .....	257
<b>IV.</b>	<b>LES CONDITIONS REQUISES POUR CONTRACTER MARIAGE ET LES EMPECHEMENTS .....</b>	<b>258</b>
	1. Principe .....	258
	2. Les conditions .....	258
	2.1. L'âge .....	258
	2.2. Le discernement .....	258
	3. Les empêchements .....	258
	3.1. Parenté et alliance.....	258
	3.2. Mariage antérieur .....	259
<b>V.</b>	<b>LA PROCEDURE DE MARIAGE.....</b>	<b>259</b>
	1. La procédure préparatoire .....	259
	2. La célébration du mariage .....	260
<b>§ 12.</b>	<b>LA DISSOLUTION DU MARIAGE HORS PROCEDURE DE DIVORCE .....</b>	<b>261</b>
	<b>Art. 104-110 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>261</b>
<b>II.</b>	<b>LES CAS DE DISSOLUTION HORS PROCEDURE DE DIVORCE.....</b>	<b>261</b>
	1. Le décès et la déclaration d'absence.....	261
	2. L'annulation du mariage .....	261
	2.1. Le mariage inexistant .....	262
	2.2. Les causes absolues de nullité .....	262
	2.3. Les causes relatives de nullité .....	263
<b>III.</b>	<b>LES EFFETS DE L'ANNULATION .....</b>	<b>263</b>
	1. En général .....	263
	2. Les effets quant au régime matrimonial .....	264

3.	Les effets quant à la situation personnelle des ex-conjoints et des enfants .....	264
4.	Les effets quant à un éventuel <i>nasciturus</i> .....	264
<b>§ 13.</b>	<b>LE DIVORCE.....</b>	<b>265</b>
	<b>Art. 111-116 et 135-149 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>265</b>
1.	Un droit qui se doit d'être proche de la réalité .....	265
2.	Institutions complémentaires .....	266
<b>II.</b>	<b>LES CONDITIONS DU DIVORCE.....</b>	<b>266</b>
1.	Généralités .....	266
2.	Le divorce sur requête commune.....	266
2.1.	Accord complet des époux .....	267
2.1.1.	Modalités.....	267
2.1.2.	De la convention sur les effets accessoires entre époux .....	267
2.1.3.	De la convention relativement aux enfants.....	268
2.2.	Accord partiel des époux.....	268
2.3.	Remplacement d'une requête commune par une requête unilatérale..	268
3.	Le divorce sur demande unilatérale.....	269
3.1.	Après suspension de la vie commune.....	269
3.2.	En cas de motifs sérieux non imputables au demandeur rendant la continuation du mariage intolérable .....	269
<b>III.</b>	<b>ELEMENTS DE PROCEDURE.....</b>	<b>270</b>
1.	Généralités .....	270
2.	For, compétence, litispendance .....	270
3.	Suspension de la vie commune, mesures provisoires .....	270
3.1.	En général .....	270
3.2.	De l'entretien de la famille.....	271
3.3.	Nature des mesures provisionnelles .....	271
4.	Ratification de la convention sur les effets accessoires du divorce ....	271
4.1.	Principe .....	272
4.2.	Partage de la prévoyance professionnelle.....	272
4.3.	Contributions d'entretien.....	273
5.	Sort des enfants .....	273
6.	Décision et appel .....	273
7.	Modification.....	274
<b>§ 14.</b>	<b>LES EFFETS DU DIVORCE.....</b>	<b>275</b>
	<b>Art. 119-134 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>LES EFFETS PERSONNELS DU DIVORCE .....</b>	<b>275</b>
1.	Sur le plan du droit civil .....	275
2.	Sur le plan des assurances sociales.....	275
2.1.	AVS / AI .....	275
2.1.1.	Splitting des revenus et bonifications pour tâches éducatives et d'assistance .....	275
2.1.2.	Cotisations des personnes divorcées.....	276
2.1.3.	Droit à la rente de veuf/veuve des personnes divorcées .....	276
2.2.	Assurance-accidents .....	277
2.3.	Prévoyance professionnelle .....	277

<b>II.</b>	<b>LES EFFETS PATRIMONIAUX DU DIVORCE .....</b>	<b>277</b>
1.	Liquidation du régime matrimonial, droit des successions.....	277
2.	L'attribution du logement de la famille .....	278
3.	Le partage des avoirs de la prévoyance professionnelle constitués durant le mariage.....	279
3.1.	Principes.....	279
3.1.1.	Si aucun cas de prévoyance n'a déjà eu lieu.....	280
3.1.2.	Si un cas de prévoyance a déjà eu lieu .....	280
3.2.	Modalités du partage en cas de prestations de sortie et rachats d'années .....	281
4.	L'entretien du conjoint après le divorce .....	282
4.1.	La fixation de la contribution équitable.....	282
4.1.1.	Les éléments à prendre en considération.....	282
4.1.2.	Point de départ, durée, forme et conditions .....	283
4.1.3.	Indexation.....	284
4.2.	La modification par le juge.....	284
4.3.	L'extinction.....	285
4.4.	L'exécution de la contribution alimentaire.....	285
5.	Les contributions d'entretien pour les enfants.....	286
5.1.	Principe .....	286
5.2.	La détermination de la contribution d'entretien .....	287
5.2.1.	Principe .....	287
5.2.2.	Paramètres.....	287
5.2.3.	Modification de la contribution d'entretien.....	288
<b>III.</b>	<b>L'ATTRIBUTION ET L'EXERCICE DE L'AUTORITE PARENTALE</b>	<b>289</b>
1.	Généralités .....	289
2.	L'autorité parentale conjointe .....	290
3.	L'attribution de l'autorité parentale à l'un des conjoints.....	290
4.	L'adaptation des mesures aux faits nouveaux .....	290
<b>§ 15.</b>	<b>LA SEPARATION DE CORPS .....</b>	<b>291</b>
	<b>Art. 117-118 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>291</b>
1.	Notion.....	291
2.	Distinction.....	291
3.	Demande .....	291
<b>II.</b>	<b>LES EFFETS.....</b>	<b>292</b>
1.	Les effets personnels de la séparation de corps .....	292
2.	Les effets patrimoniaux de la séparation de corps.....	292
3.	Les conséquences relativement aux enfants .....	292

<b>PARTIE V : LES EFFETS DU MARIAGE ET LES REGIMES MATRIMONIAUX</b>
---

<b>§ 16.</b>	<b>LES EFFETS GENERAUX DU MARIAGE .....</b>	<b>295</b>
	<b>Art. 159-170 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>295</b>
<b>II.</b>	<b>LES EFFETS GENERAUX DE CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>295</b>
1.	Les droits et devoirs réciproques des conjoints .....	295
2.	Le nom des conjoints.....	296

3.	Le droit de cité .....	296
4.	La demeure commune .....	296
5.	Les actes juridiques entre les époux et avec des tiers .....	297
6.	Des actes de poursuite .....	297
7.	Profession et entreprise des époux .....	298
8.	Le logement de la famille .....	298
9.	Le devoir de renseigner .....	298
<b>III.</b>	<b>LES EFFETS GENERAUX DE CARACTERE PATRIMONIAL.....</b>	<b>299</b>
1.	Généralités .....	299
2.	L'entretien de la famille .....	299
3.	Le montant à libre disposition de l'époux se vouant aux enfants et au ménage.....	300
4.	La contribution extraordinaire d'un époux .....	300
<b>IV.</b>	<b>LA REPRESENTATION DE L'UNION CONJUGALE .....</b>	<b>301</b>
1.	La représentation ordinaire.....	301
2.	La représentation extraordinaire.....	301
3.	La position des tiers dans la représentation de l'union conjugale.....	302
4.	La responsabilité pour les dettes.....	302
<b>§ 17.</b>	<b>LA PROTECTION DE L'UNION CONJUGALE.....</b>	<b>303</b>
	<b>Art. 171-180 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>LES OFFICES DE CONSULTATION.....</b>	<b>303</b>
1.	Principes.....	303
2.	Buts des offices .....	303
<b>II.</b>	<b>LES MESURES JUDICIAIRES.....</b>	<b>303</b>
1.	Principes.....	303
2.	Le rôle du juge .....	304
3.	La tentative de conciliation .....	304
4.	L'échec de la conciliation et les mesures judiciaires .....	304
5.	Les mesures judiciaires pendant la vie commune.....	305
5.1.	Les contributions pécuniaires pour l'entretien de la famille fixées par le juge.....	305
5.2.	Le retrait du pouvoir de représenter l'union conjugale.....	305
6.	Les mesures judiciaires en cas de suspension de la vie commune.....	306
6.1.	La suspension de la vie commune .....	306
6.2.	La séparation de biens .....	306
6.3.	Les mesures concernant les enfants.....	306
7.	Les mesures judiciaires pouvant être prises tant pendant la vie commune qu'en cas de suspension de celle-ci.....	307
7.1.	L'avis aux débiteurs .....	307
7.2.	Les restrictions du pouvoir de disposer .....	307
8.	Faits nouveaux .....	307
9.	For des mesures de protection .....	308
<b>§ 18.</b>	<b>LES DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REGIMES MATRIMONIAUX.....</b>	<b>309</b>
	<b>Art. 181-195a CC</b>	
<b>I.</b>	<b>LE REGIME ORDINAIRE .....</b>	<b>309</b>
1.	Généralités .....	309

2.	Principe .....	309
<b>II.</b>	<b>LES REGIMES CONVENTIONNELS .....</b>	<b>309</b>
1.	Choix des régimes conventionnels .....	309
2.	Modification des régimes dans les cadres légaux .....	310
3.	Observation des principes généraux applicables aux contrats .....	310
4.	Aspect de droit international privé : l'élection de droit .....	310
5.	Capacité des parties et modalités.....	310
6.	Les effets d'un régime conventionnel.....	311
<b>III.</b>	<b>LE REGIME EXTRAORDINAIRE .....</b>	<b>311</b>
1.	Principes.....	311
2.	L'instauration de la séparation de biens pour justes motifs à la demande d'un époux .....	312
3.	L'instauration de plein droit de la séparation de biens en cas de séparation de corps.....	313
4.	L'instauration de la séparation de biens en cas d'exécution forcée contre un époux dont le couple est soumis à un régime de commu- nauté de biens.....	313
4.1.	La séparation de biens légale en cas de faillite .....	313
4.2.	La séparation de biens judiciaire en cas de poursuite par voie de saisie .....	314
5.	La liquidation du régime antérieur .....	314
<b>IV.</b>	<b>LA PROTECTION DES CREANCIERS EN CAS D'ADOPTION OU DE MODIFICATION D'UN REGIME MATRIMONIAL OU DE LIQUIDATION ENTRE EPOUX.....</b>	<b>315</b>
1.	Principe .....	315
2.	Le maintien de la garantie existante et l'obligation personnelle de l'époux attributaire.....	315
<b>V.</b>	<b>LE FOR DES ACTIONS EN LIQUIDATION DU REGIME MATRIMONIAL.....</b>	<b>316</b>
<b>VI.</b>	<b>L'ADMINISTRATION DES BIENS D'UN EPOUX PAR L'AUTRE .....</b>	<b>316</b>
1.	Mandat de gestion .....	316
2.	Règlement de dettes .....	317
<b>VII.</b>	<b>L'INVENTAIRE.....</b>	<b>317</b>
1.	Principe .....	317
2.	Effets de l'inventaire .....	317
<b>§ 19.</b>	<b>LE REGIME ORDINAIRE DE LA PARTICIPATION AUX ACQUETS .</b>	<b>319</b>
	<b>Art. 196-220 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>319</b>
<b>II.</b>	<b>LA COMPOSITION DES BIENS .....</b>	<b>319</b>
1.	Les quatre masses de biens.....	319
2.	Les acquêts.....	320
2.1.	Notion.....	320
2.2.	Le produit du travail.....	320
2.3.	Les sommes versées par des institutions de prévoyance en faveur du personnel ou par des institutions d'assurance ou de prévoyance sociale.....	321

2.3.1.	Les prestations de prévoyance professionnelle.....	321
2.3.2.	Les prestations des assurances sociales.....	322
2.3.3.	Les prestations sociales des institutions d'assistance et d'aide sociale.....	322
2.4.	Les dommages-intérêts dus à raison d'une incapacité de travail	
2.5.	Les revenus des biens propres.....	322
2.6.	Les biens acquis en remploi des acquêts.....	323
2.7.	Autres acquêts.....	324
3.	Les biens propres.....	324
3.1.	Les biens propres légaux.....	324
3.1.1.	Les effets affectés exclusivement à l'usage personnel.....	324
3.1.2.	Les biens appartenant à un époux au début du régime ou qui lui échoient ensuite par succession ou à quelque autre titre gratuit.....	325
3.1.3.	Les créances en réparation d'un tort moral.....	325
3.1.4.	Les biens acquis en remploi des biens propres.....	325
3.1.4.1.	Notion.....	325
3.1.4.2.	Les subrogations imparfaites.....	326
3.2.	Les biens propres conventionnels.....	327
3.2.1.	Les biens d'acquêts affectés à l'exercice d'une profession ou d'une entreprise.....	327
3.2.2.	La convention de biens propres réservés.....	328
4.	Propriété et preuve de la qualité de biens propres ou d'acquêt.....	328
5.	L'administration, la jouissance et la libre disposition des biens propres et des acquêts.....	328
5.1.	L'administration et la jouissance des biens propres et des acquêts.....	329
5.2.	La libre disposition des biens propres et des acquêts.....	329
5.2.1.	Les dispositions d'ordre général.....	329
5.2.2.	Les dispositions propres au régime de la participation aux acquêts ...	330
<b>III.</b>	<b>LES DETTES DES EPOUX</b> .....	<b>330</b>
1.	Les dettes envers les tiers.....	330
2.	Les dettes entre époux.....	331
3.	La répartition des dettes du point de vue interne.....	332
3.1.	Entre les époux.....	332
3.2.	Entre les masses de biens d'un époux.....	332
3.2.1.	Les dettes à la charge des biens propres.....	332
3.2.2.	Les dettes à la charge des acquêts.....	333
3.2.3.	Les dettes à la charge des propres ou des acquêts.....	333
<b>IV.</b>	<b>LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION DU REGIME DE LA PARTICIPATION AUX ACQUETS</b> .....	<b>334</b>
<b>A.</b>	<b>GENERALITES</b> .....	<b>334</b>
<b>B.</b>	<b>LE MOMENT ET LES CAUSES DE LA DISSOLUTION</b> .....	<b>335</b>
1.	Principe.....	335
2.	Sort des rapports juridiques accessoires.....	335
<b>C.</b>	<b>DISSOCIATION DES PATRIMOINES, REPRISE DES BIENS ET DETERMINATION DES DETTES (1<sup>ère</sup> phase)</b> .....	<b>336</b>
1.	La dissociation des patrimoines et la reprise par un époux des biens en possession de son conjoint.....	336
2.	La répartition des dettes entre les époux.....	336
3.	La détermination des créances comportant une part à la plus-value...	337
3.1.	Les conditions de la part à la plus-value.....	337
3.2.	Le calcul de la part à la plus-value.....	338

*Table des matières*

3.3.	Exigibilité de la créance variable et exécutabilité.....	340
3.4.	Exclusion de la participation à la plus-value .....	341
<b>D.</b>	<b>DETERMINATION DES ACQUETS ET BIENS PROPRES DES EPOUX ET DU BENEFICE DE CHACUN D'EUX (2<sup>ème</sup> phase).....</b>	<b>341</b>
1.	Modalités.....	341
2.	Dissociation et détermination des acquêts et biens propres de chaque époux.....	341
2.1.	L'attribution des créances à plus-value entre les masses.....	342
2.2.	Le capital versé par une institution de prévoyance ou en raison de la perte de capacité de travail .....	342
2.3.	La détermination des dettes grevant les acquêts et biens propres des conjointes.....	343
3.	Les réunions aux acquêts.....	343
3.1.	Notion et principes .....	343
3.2.	Les libéralités de l'art. 208 al. 1 ch. 2 CC .....	344
3.3.	Les aliénations de l'art. 208 al. 1 ch. 2 CC.....	345
3.4.	Contestation, cognition du juge, prescription .....	345
3.5.	Relation avec les rapports et réunions de caractère successoral .....	345
4.	Les récompenses entre acquêts et biens propres.....	346
4.1.	Notion et principe.....	346
4.2.	La détermination de la créance de récompense .....	346
4.3.	Le calcul de la récompense.....	346
4.4.	Le cas particulier du paiement des intérêts par les acquêts d'une dette hypothécaire grevant un bien propre .....	347
<b>E.</b>	<b>L'ETABLISSEMENT DU COMPTE D'ACQUETS DE CHAQUE EPOUX (3<sup>ème</sup> phase) .....</b>	<b>347</b>
1.	Principe .....	347
2.	Les actifs du compte d'acquêts.....	348
3.	Les passifs du compte d'acquêts .....	348
4.	Le bénéfice ou déficit final.....	348
<b>F.</b>	<b>LES PARTICIPATIONS RECIPROQUES AU BENEFICE DE CHACUN DES CONJOINTS (4<sup>ème</sup> phase) .....</b>	<b>348</b>
1.	La répartition légale des bénéfices .....	348
2.	La répartition conventionnelle des bénéfices.....	349
3.	La créance de participation.....	349
<b>V.</b>	<b>LE REGLEMENT DES CREANCES ENTRE EPOUX APRES LA LIQUIDATION DU REGIME .....</b>	<b>350</b>
1.	Généralités .....	350
2.	Exigibilité, prescription, compensation, sursis au paiement.....	351
3.	Le droit du conjoint survivant à l'attribution ou à l'utilisation du logement et du mobilier de ménage.....	351
3.1.	Le droit de demander l'usufruit, un droit d'habitation, la propriété du mobilier de ménage .....	351
3.2.	Le droit subsidiaire à l'attribution en propriété .....	352
4.	Les actions contre les tiers qui ont bénéficié de biens sujets à réunion	352
<b>§ 20.</b>	<b>LE REGIME CONVENTIONNEL DE LA COMMUNAUTE DE BIENS . Art. 221-246 CC</b>	<b>355</b>
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>355</b>

<b>II.</b>	<b>LA COMPOSITION DES BIENS</b> .....	<b>355</b>
1.	Les masses de biens.....	355
2.	La communauté de biens universelle.....	355
3.	Les communautés de biens réduites .....	355
3.1.	La communauté de biens réduite aux acquêts .....	356
3.2.	Les autres communautés de biens réduites .....	356
4.	Les biens propres.....	356
5.	Remploi et récompenses dans la communauté de biens.....	357
<b>III.</b>	<b>GESTION, DISPOSITION ET JOUISSANCE DES BIENS COMMUNS</b> .....	<b>357</b>
1.	Généralités .....	357
2.	L'administration ordinaire.....	357
3.	L'administration extraordinaire.....	358
3.1.	Principe .....	358
3.2.	Le consentement du conjoint.....	358
3.3.	La position des tiers.....	358
4.	Profession ou entreprise financée par les biens communs .....	359
5.	Répudiation et acquisition de succession .....	359
6.	Responsabilité de l'époux gérant pour la gestion des biens communs et attribution des charges y relatives.....	359
<b>IV.</b>	<b>GESTION, DISPOSITION ET JOUISSANCE DES BIENS PROPRES.</b> .....	<b>360</b>
1.	Généralités .....	360
2.	Restrictions du pouvoir de disposer.....	360
<b>V.</b>	<b>LES DETTES DES EPOUX ENVERS LES TIERS</b> .....	<b>360</b>
1.	Les dettes générales.....	360
2.	Les dettes propres.....	361
3.	La poursuite exercée contre des époux communs en biens .....	362
<b>VI.</b>	<b>LES DETTES ENTRE EPOUX</b> .....	<b>362</b>
1.	Le traitement des dettes entre époux .....	362
2.	L'attribution des dettes aux biens propres et aux biens communs.....	362
<b>VII.</b>	<b>LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION DU REGIME DE LA COMMUNAUTE DE BIENS</b> .....	<b>363</b>
1.	Le moment de la dissolution du régime.....	363
2.	La liquidation du régime .....	363
2.1.	Première phase : la reprise de ses biens propres par chaque époux ....	363
2.1.1.	Les actifs des biens propres.....	363
2.1.2.	Les passifs des biens propres.....	363
2.2.	Deuxième phase : la détermination de la part de chaque époux aux biens communs.....	364
2.3.	Troisième phase : mode et procédure de partage des biens communs	365
<b>§ 21.</b>	<b>LE REGIME DE LA SEPARATION DE BIENS.....</b>	<b>367</b>
	<b>Art. 247-251 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES</b> .....	<b>367</b>
<b>II.</b>	<b>LE REGIME</b> .....	<b>367</b>
1.	La composition des biens .....	367
2.	L'administration, la jouissance, et la disposition des biens .....	368
3.	Les dettes envers les tiers .....	368

4.	Les dettes entre les époux.....	368
5.	L'entrée en vigueur du régime .....	368
6.	La dissolution et liquidation du régime .....	369
<b>III.</b>	<b>DE LA QUESTION DE L'ADOPTION DU REGIME DE LA SEPARATION DE BIENS POUR LE MOTIF DE L'EXERCICE D'UNE ACTIVITE INDEPENDANTE.....</b>	<b>369</b>

**PARTIE VI : LA FILIATION**

<b>§ 22.</b>	<b>L'ETABLISSEMENT DE LA FILIATION.....</b>	<b>373</b>
	<b>Art. 252-263 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>373</b>
1.	Notion et principes généraux.....	373
2.	Principe de l'établissement de la filiation.....	374
3.	Constatation et contestation de la filiation.....	374
<b>II.</b>	<b>LA FILIATION MATERNELLE .....</b>	<b>375</b>
1.	Principe .....	375
2.	Enregistrement de la filiation .....	375
<b>III.</b>	<b>LA FILIATION PATERNELLE.....</b>	<b>375</b>
1.	Généralités .....	375
2.	La présomption de paternité .....	375
3.	L'action en désaveu de paternité .....	376
3.1.	Qualité pour agir et défendre.....	376
3.2.	Délais pour agir .....	376
3.3.	Effets du jugement .....	377
3.4.	Incidence du mariage des parents.....	377
<b>IV.</b>	<b>LA RECONNAISSANCE ET SA CONTESTATION .....</b>	<b>377</b>
1.	La reconnaissance de paternité.....	377
1.1.	Modalités.....	377
1.2.	Les effets de la reconnaissance.....	378
2.	La contestation de la reconnaissance.....	378
2.1.	Qualités pour agir et défendre .....	378
2.2.	Objet de l'action.....	379
2.3.	Délais pour agir .....	379
2.4.	Les effets du jugement constatant la non-paternité.....	379
<b>V.</b>	<b>L'ACTION EN PATERNITE.....</b>	<b>380</b>
1.	Notion.....	380
2.	Qualité pour agir et défendre.....	380
3.	L'action introduite par l'enfant .....	380
3.1.	Modalités.....	380
3.2.	Délais .....	381
4.	L'action introduite par la mère .....	381
4.1.	Modalités.....	381
4.2.	Délais .....	381
5.	Les moyens de preuve .....	381
6.	Les effets du jugement de paternité.....	382

<b>VI.</b>	<b>DROIT DE L'ENFANT ISSU D'UNE PROCREATION MEDICALE- MENT ASSISTEE DE CONNAITRE SON ASCENDANCE .....</b>	<b>382</b>
1.	Principe .....	382
2.	Informations transmises .....	382
3.	Modalités.....	382
<b>§ 23.</b>	<b>LA FILIATION PAR ADOPTION.....</b>	<b>385</b>
	<b>Art. 264-269c CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>385</b>
1.	Notion et droit applicable.....	385
2.	Importance de l'institution .....	385
<b>II.</b>	<b>L'ADOPTION DE MINEURS.....</b>	<b>385</b>
1.	Principe .....	385
2.	L'adoption de l'enfant mineur par les conjoints.....	386
3.	L'adoption de l'enfant mineur par une personne seule.....	386
4.	Les conditions à remplir par l'enfant et son consentement à l'adoption .....	387
5.	Le consentement à l'adoption des parents naturels.....	387
<b>III.</b>	<b>L'ADOPTION DE MAJEURS .....</b>	<b>388</b>
1.	Principe .....	388
2.	Particularités.....	388
<b>IV.</b>	<b>LES EFFETS DE L'ADOPTION .....</b>	<b>389</b>
1.	En général .....	389
2.	Enregistrement .....	389
<b>V.</b>	<b>PROCEDURE ET PLACEMENT D'ENFANTS EN VUE DE L'ADOPTION .....</b>	<b>390</b>
1.	Principe .....	390
2.	Surveillance.....	390
<b>VI.</b>	<b>ACTION EN ANNULATION DE L'ADOPTION .....</b>	<b>390</b>
1.	Conditions et motifs, qualité pour agir et défendre.....	390
2.	Délais pour agir .....	390
3.	Effet du jugement d'annulation .....	390
<b>VII.</b>	<b>PARTICULARITES DE L'ADOPTION INTERNATIONALE.....</b>	<b>391</b>
1.	Distinctions .....	391
2.	Droit conventionnel international .....	392
<b>VII.</b>	<b>DROIT DE L'ENFANT ADOPTE DE CONNAITRE SES PARENTS BIOLOGIQUES.....</b>	<b>392</b>
1.	Principe .....	392
2.	Informations transmises .....	392
3.	Modalités.....	392
<b>§ 24.</b>	<b>LES EFFETS DE LA FILIATION.....</b>	<b>393</b>
	<b>Art. 270-327 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>393</b>

<b>II.</b>	<b>LA COMMUNAUTE ENTRE LES PERE ET MERE ET L'ENFANT.....</b>	<b>393</b>
<b>A.</b>	<b>LE NOM DES ENFANTS .....</b>	<b>393</b>
1.	L'enfant de parents mariés .....	393
2.	L'enfant de parents non mariés .....	394
3.	L'enfant adopté .....	394
4.	L'enfant qui a fait l'objet d'un désaveu de filiation .....	394
<b>B.</b>	<b>LE DROIT DE CITE .....</b>	<b>395</b>
1.	Notion.....	395
2.	L'enfant de parents mariés .....	395
3.	L'enfant de parents non mariés .....	395
4.	L'enfant adopté .....	396
5.	L'enfant qui a fait l'objet d'un désaveu de filiation .....	396
6.	L'enfant trouvé.....	396
<b>C.</b>	<b>LES DEVOIRS RECIPROQUES .....</b>	<b>396</b>
1.	Principe .....	396
2.	Concrétisations légales.....	397
<b>D.</b>	<b>LES RELATIONS PERSONNELLES .....</b>	<b>397</b>
1.	Les relations des père et mère avec l'enfant.....	397
2.	Les relations avec des tiers.....	398
<b>E.</b>	<b>LE DEVOIR D'INFORMATION ET DE RENSEIGNEMENTS</b>	<b>398</b>
<b>III.</b>	<b>L'OBLIGATION D'ENTRETIEN DES PERE ET MERE .....</b>	<b>398</b>
1.	Principe et objet.....	398
2.	Durée.....	399
3.	Débiteurs de la créance d'entretien .....	400
4.	L'action en prestation de l'entretien.....	400
4.1.	Qualités pour agir et aspects de procédure .....	400
4.2.	Etendue de la contribution d'entretien.....	401
4.3.	Modification de la contribution d'entretien .....	401
4.4.	Convention concernant l'obligation d'entretien .....	402
4.5.	Paiement des contributions d'entretien.....	402
4.6.	Parents nourriciers.....	403
4.7.	Droits de la mère non mariée.....	403
<b>IV.</b>	<b>L'AUTORITE PARENTALE.....</b>	<b>403</b>
1.	Principes.....	403
2.	Titulaires de l'autorité parentale en cas de décès d'un parent et en cas de divorce et autres procédures matrimoniales .....	404
2.1.	En cas de décès d'un parent .....	404
2.2.	En cas de divorce et autres procédures matrimoniales .....	405
3.	De la reconnaissance et du jugement de paternité .....	405
3.1.	Déclaration commune des parents.....	405
3.2.	Décision de l'autorité de protection de l'enfant.....	405
3.3.	Action en paternité .....	406
3.4.	Faits nouveaux .....	406
4.	De la situation des beaux-parents et des parents.....	406
5.	Contenu de l'autorité parentale .....	407
5.1.	Généralités .....	407
5.2.	Détermination du domicile, de la résidence.....	407

5.3.	Choix du prénom.....	408
5.4.	Détermination du lieu de résidence et modalité de changement.....	408
5.5.	Education générale et éducation religieuse.....	408
6.	Représentation de l'enfant.....	409
6.1.	A l'égard des tiers .....	409
6.1.1.	Principes.....	409
6.1.2.	Capacité et responsabilité personnelle de l'enfant .....	410
6.2.	A l'égard de la famille.....	410
7.	Protection de l'enfant sous autorité parentale.....	411
7.1.	Mesures protectrices, curatelle .....	411
7.2.	Retrait du droit de garde ou de l'autorité parentale .....	411
7.3.	Procédure .....	412
<b>V.</b>	<b>LA PROTECTION DES BIENS DE L'ENFANT.....</b>	<b>412</b>
1.	Généralités .....	412
2.	Administration des biens de l'enfant .....	412
3.	Utilisation et prélèvement des biens.....	413
4.	Biens libérés de l'administration des père et mère .....	413
5.	Mesures protectrices et retrait de l'administration.....	413
6.	Fin de l'administration et responsabilité.....	414
<b>VI.</b>	<b>LA TUTELLE DES MINEURS.....</b>	<b>414</b>
1.	Principes.....	414
2.	Exercice des fonctions.....	414
3.	Fin de la tutelle.....	414

<b>PARTIE VII : DE LA FAMILLE</b>
-----------------------------------

<b>§ 25.</b>	<b>LA COMMUNAUTE FAMILIALE.....</b>	<b>417</b>
	<b>Art. 328-334bis CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>417</b>
<b>II.</b>	<b>LA DETTE ALIMENTAIRE .....</b>	<b>417</b>
1.	Principe .....	417
2.	Demande d'aliments.....	418
3.	Pratique des recours à l'obligation d'entretien .....	419
<b>III.</b>	<b>L'AUTORITE DOMESTIQUE.....</b>	<b>419</b>
1.	Principe et effets.....	419
2.	Responsabilité du chef de famille.....	420
2.1.	Principe .....	420
2.2.	Le chef de famille au sens de l'art. 333 CC.....	421
2.3.	Moyen libératoire de la responsabilité.....	421
2.4.	Situation en cas de responsabilité du chef de famille non engagée ....	421
3.	Le droit au Lidlohn.....	422
3.1.	Principe .....	422
3.2.	Réclamation de l'indemnité.....	422
<b>§ 26.</b>	<b>LES BIENS DE FAMILLE.....</b>	<b>423</b>
	<b>Art. 335-348 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>423</b>

II.	LES FONDATIONS DE FAMILLE .....	423
	1. Notion.....	423
	2. Constitution.....	424
	3. Réglementation .....	424
III.	L'INDIVISION .....	424
	1. Généralités .....	424
	2. Constitution.....	425
	3. Effets de l'indivision .....	425
	4. Fin de l'indivision .....	426
	5. Le cas particulier des indivisions en participation.....	426

<b>PARTIE VIII : LA PROTECTION DE L'ADULTE</b>
--

<b>§ 27.</b>	<b>GENERALITES, PRINCIPES, DROIT TRANSITOIRE .....</b>	<b>429</b>
	<b>Art. 360-456 CC</b>	
I.	INTRODUCTION .....	429
	1. Fondement général du droit de protection de l'adulte.....	429
	2. Fondements casuels de mesures de protection .....	429
	3. Esprit de la réglementation.....	430
II.	OBJECTIFS ET NOUVEAUTES DU NOUVEAU DROIT .....	430
	1. Les objectifs du nouveau droit .....	430
	2. De quelques nouveautés instituées par la révision du droit de protection de l'adulte.....	433
III.	DROIT TRANSITOIRE .....	435
	1. Principe d'applicabilité immédiate du nouveau droit.....	435
	2. De l'interdiction et de l'autorité parentale prolongée .....	436
	3. Des autres mesures, notamment des curatelles .....	436
	4. Des mesures de privation de liberté à des fins d'assistance .....	436
<b>§ 28.</b>	<b>ORGANISATION, REGLES DE PROCEDURE. RESPONSABILITE ...</b>	<b>437</b>
	<b>Art. 440-456 CC</b>	
I.	GENERALITES .....	437
II.	LES ORGANES DE LA PROTECTION DE L'ADULTE .....	437
	1. Le curateur .....	437
	2. L'autorité de protection de l'adulte .....	439
	2.1. Nature et composition .....	439
	2.2. Compétence matérielle .....	439
	2.2.1. Dans le cadre des mesures personnelles anticipées .....	440
	2.2.2. Dans le cadre des mesures appliquées de plein droit.....	440
	2.2.3. Dans le cadre de la prise en charge d'une personne devenue incapable de discernement par une institution médico-sociale .....	441
	2.2.4. Dans le cadre des mesures de curatelle.....	441
	2.2.5. Dans le cadre du placement à des fins d'assistance.....	443
	2.3. Compétence territoriale .....	443
	3. L'autorité de surveillance.....	444
	3.1. Nature et composition .....	444

3.2.	Compétences matérielles .....	444
4.	L'instance judiciaire de recours .....	444
<b>III.</b>	<b>PRINCIPES FONDAMENTAUX DE PROCEDURE EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ADULTE .....</b>	<b>445</b>
1.	Généralités .....	445
2.	Procédure devant l'autorité de protection de l'adulte .....	445
3.	Procédure devant l'instance judiciaire de recours .....	447
<b>IV.</b>	<b>LA RESPONSABILITE DES ORGANES DE LA PROTECTION DE L'ADULTE ET DES AUTRES INTERVENANTS .....</b>	<b>448</b>
1.	Généralités .....	448
2.	Champ d'application et conditions de la responsabilité des organes de la protection de l'adulte.....	449
3.	Responsabilité des autres intervenants .....	450
<b>§ 29.</b>	<b>LES MESURES PERSONNELLES ANTICIPEES.....</b>	<b>451</b>
	<b>Art. 360-373 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>451</b>
<b>II.</b>	<b>LE MANDAT POUR CAUSE D'INAPTITUDE.....</b>	<b>451</b>
1.	Notion et objet.....	451
2.	Constitution du mandat pour cause d'incapacité .....	452
3.	Constatation de la validité du mandat par l'autorité de protection de l'adulte et détermination de son étendue .....	453
4.	Exécution du mandat.....	454
5.	Révocation et fin du mandat.....	455
5.1.	Révocation par le mandataire .....	455
5.2.	Résiliation par le mandataire .....	455
5.3.	Retrait des pouvoirs du mandataire par l'autorité de protection.....	455
5.4.	Extinction de plein droit en cas de recouvrement de la capacité de discernement.....	456
6.	Effets de droit civil de l'exercice d'un mandat pour cause d'incapacité.....	456
<b>III.</b>	<b>LES DIRECTIVES ANTICIPEES.....</b>	<b>457</b>
1.	Notion et objet.....	457
1.1.	Des directives en tant que telles .....	457
1.2.	De la désignation d'un représentant thérapeutique .....	457
2.	Constitution des directives anticipées.....	457
2.1.	Conditions formelles .....	458
2.2.	Conditions matérielles.....	458
3.	Publication des directives anticipées .....	459
4.	Révocation des directives anticipées par leur auteur et renonciation par le représentant thérapeutique.....	459
5.	Mise en œuvre des directives anticipées adoptées par le patient .....	460
<b>IV.</b>	<b>INTERVENTION DE L'AUTORITE DE PROTECTION.....</b>	<b>461</b>
1.	Intervention de protection du patient.....	461
2.	Intervention d'orientation en faveur du patient.....	462
<b>§ 30.</b>	<b>LES MESURES APPLIQUEES DE PLEIN DROIT .....</b>	<b>463</b>
	<b>Art. 374-381 CC</b>	

I.	GENERALITES .....	463
II.	LA REPRESENTATION PAR LE CONJOINT OU LE PARTENAIRE ENREGISTRE .....	463
	1. Notion et objet.....	463
	2. Etendue et exercice du pouvoir de représentation .....	464
	3. Intervention de l'autorité de protection de l'adulte.....	465
III.	LA REPRESENTATION DANS LE DOMAINE MEDICAL .....	465
	1. Notion et champ d'application .....	465
	2. Objet et pouvoir de représentation.....	465
	3. Mise en place d'un plan de traitement .....	466
	4. Qualité de représentant de la personne incapable de discernement dans le domaine médical .....	467
	5. Intervention de l'autorité de protection de l'adulte.....	468
<b>§ 31.</b>	<b>LA RESIDENCE EN INSTITUTIONS DE PERSONNES INCAPABLES DE DISCERNEMENT .....</b>	<b>469</b>
	<b>Art. 382-387 CC</b>	
I.	GENERALITES .....	469
II.	CONTRATS D'ASSISTANCE .....	469
	1. Exigence d'ordre d'un contrat .....	469
	2. Représentation de la personne concernée au contrat .....	469
III.	MESURES LIMITANT LA LIBERTE DE MOUVEMENT DU RESIDENT .....	470
	1. Principes.....	470
	2. Conditions d'adoption des mesures de contention .....	471
	3. Protocole et devoir d'information .....	471
	4. Contrôle des mesures de contention .....	472
IV.	PROTECTION DE LA PERSONNALITE DU RESIDENT .....	472
	1. Du bien-être au quotidien.....	472
	2. Libre choix du médecin.....	472
V.	SURVEILLANCE DES INSTITUTIONS .....	473
<b>§32.</b>	<b>LES CURATELLES .....</b>	<b>475</b>
	<b>Art. 388-425 CC</b>	
I.	GENERALITES .....	475
II.	INSTITUTION D'UNE CURATELLE.....	476
	1. Compétence.....	476
	2. Conditions matérielles de la curatelle.....	476
	3. Institution d'office ou sur requête de la personne elle-même ou d'un tiers .....	477
	4. Détermination des tâches dans le cadre de la curatelle.....	478
	5. Renonciation à une curatelle .....	478
	6. Effets de l'instauration d'une mesure à l'égard des tiers.....	479
III.	TYPES DE CURATELLE .....	479
	1. Curatelle d'accompagnement.....	480

*Table des matières*

2.	Curatelle de représentation .....	480
3.	Curatelle de gestion du patrimoine.....	481
4.	Curatelle de coopération.....	483
5.	Curatelle combinée.....	484
6.	Curatelle de portée générale .....	484
<b>IV.</b>	<b>LE CURATEUR .....</b>	<b>485</b>
1.	Nomination.....	485
2.	Détermination des tâches à accomplir par le curateur .....	486
3.	Rémunération .....	486
<b>V.</b>	<b>DE L'EXERCICE DE LA CURATELLE .....</b>	<b>487</b>
1.	Relations entre la personne concernée et le curateur .....	487
2.	Devoir de diligence et confidentialité du curateur et actes prohibés...	488
3.	Règles particulières s'appliquant à la gestion du patrimoine de la personne sous curatelle .....	489
3.1.	Inventaire des biens sous gestion.....	489
3.2.	Gestion des biens.....	489
3.3.	Etablissement des comptes .....	490
4.	Rapport d'activité .....	490
5.	Fin de l'exercice d'un mandat de curatelle .....	491
5.1.	Fin temporelle .....	491
5.2.	Obligations du curateur en fin de mandat.....	492
<b>VI.</b>	<b>CONCOURS DE L'AUTORITE DE PROTECTION DE L'ADULTE ...</b>	<b>493</b>
1.	En général .....	493
2.	Examen des comptes et des rapports .....	493
3.	Consentement de l'autorité de protection de l'adulte .....	494
3.1.	Curatelles concernées .....	494
3.2.	Liste (non exhaustive) des actes soumis au consentement .....	494
4.	Exception au consentement requis .....	495
5.	Situation des actes imparfaits .....	495
6.	Intervention de l'autorité de protection de l'adulte.....	496
<b>VII.</b>	<b>FIN ET REMPLACEMENT DE LA MESURE DE CURATELLE.....</b>	<b>496</b>
1.	Fin d'une mesure de curatelle .....	496
1.1.	Motifs.....	496
1.2.	Mesure d'accompagnement .....	497
1.3.	Fin des pouvoirs du curateur .....	497
2.	Remplacement d'une mesure .....	497
<b>§ 33.</b>	<b>LE PLACEMENT A DES FINS D'ASSISTANCE .....</b>	<b>499</b>
	<b>Art. 426 – 439 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>NOTION ET OBJET DE LA MESURE .....</b>	<b>499</b>
1.	Notion.....	499
2.	Nature subsidiaire de la mesure.....	499
3.	Incidence sur la capacité civile.....	500
<b>II.</b>	<b>CONDITIONS MATERIELLES DU PLACEMENT A DES FINS D'ASSISTANCE .....</b>	<b>500</b>
1.	Conditions du placement .....	500
2.	Un placement indépendant de la capacité de discernement .....	501

III.	MAINTIEN DE LA PERSONNE ENTREE DE SON PLEIN GRE.....	501
	1. Principe .....	501
	2. Validité dans le temps d'un maintien.....	501
	3. Contestation d'un maintien .....	501
IV.	PROCEDURE .....	502
	1. Placement ordonné par l'autorité de protection de l'adulte .....	502
	2. Placement ordonné par le médecin.....	502
	2.1. Compétence décisionnelle et durée du placement .....	503
	2.2. Garanties de procédure.....	503
	3. Libération de la personne concernée .....	503
	4. Examens périodiques.....	504
	5. Accompagnement à la sortie de l'institution.....	504
V.	PERSONNE DE CONFIANCE .....	505
	1. Statut juridique.....	505
	2. Mission.....	505
VI.	SOINS MEDICAUX .....	506
	1. Généralités .....	506
	2. Plan de traitement.....	506
	3. Traitement sans consentement.....	507
	3.1. Principe et conditions.....	507
	3.2. Contestations.....	507
	4. Cas d'urgence .....	508
VII.	MESURES DE CONTENTION .....	508
	1. Principe de mise en place .....	508
	2. Contestation.....	509
VIII.	ENTRETIEN DE SORTIE ET DETERMINATION DES MESURES EN CAS DE RECIDIVE .....	509

<b>PARTIE IX : LES SUCCESSIONS</b>
------------------------------------

<b>§ 34.</b>	<b>NOTIONS ET PRINCIPES GENERAUX DU DROIT DES SUCCESSIONS .....</b>	<b>513</b>
	<b>Art. 457 ss CC</b>	
I.	GENERALITES .....	513
	1. Notions et droit applicable .....	513
	2. La capacité de succéder .....	514
	2.1. La vocation successorale .....	515
	2.2. La capacité successorale.....	515
II.	PRINCIPES FONDAMENTAUX DU DROIT DES SUCCESSIONS.....	516
	1. Succession universelle et responsabilité des héritiers.....	516
	2. La saisine.....	517
	3. L'unité de la succession .....	517
	4. L'héritier unique et la communauté héréditaire.....	517
	5. L'ouverture de la succession et ses principaux effets.....	518

<b>§ 35. LES HERITIERS LEGAUX .....</b>	<b>519</b>
<b>Art. 457-466 CC</b>	
<b>I. GENERALITES .....</b>	<b>519</b>
<b>II. LE SYSTEME DES PARENTELES.....</b>	<b>519</b>
1. Les parentèles, les lignes et les souches .....	519
2. Le principe de la hiérarchie des parentèles.....	520
3. La parentèle des descendants.....	521
4. La parentèle des père et mère .....	521
5. La parentèle des grands-parents .....	522
6. La demi-parenté .....	523
7. La double parenté.....	524
<b>III. LES DROITS DU CONJOINT / PARTENAIRE ENREGISTRE SURVIVANT .....</b>	<b>525</b>
1. Le principe .....	525
2. Les droits du conjoint / partenaire enregistré survivant en concours avec une parentèle.....	525
3. Droits successoraux et liquidation du régime matrimonial des conjoints .....	526
4. Droits successoraux et liquidation du régime patrimonial des partenaires enregistrés.....	526
5. Situation du conjoint survivant divorcé, en cours de divorce.....	526
6. Situation du conjoint survivant dont le mariage a été annulé ou est en cours d'annulation.....	527
7. Situation de l'ex-partenaire enregistré survivant, du partenaire enre- gistré en cours de dissolution de partenariat ou dont le partenariat a été annulé.....	527
<b>IV. LA DEVOLUTION SUBSIDIAIRE AU CANTON ET A LA COMMUNE</b>	<b>527</b>
1. Le principe .....	527
2. Responsabilité de la corporation pour les dettes.....	527
<b>§ 36. DE LA VOCATION TESTAMENTAIRE .....</b>	<b>529</b>
<b>Art. 467-536 CC</b>	
<b>I. GENERALITES .....</b>	<b>529</b>
<b>II. LA CAPACITE DE DISPOSER.....</b>	<b>529</b>
1. En général .....	529
2. La capacité de tester par testament.....	530
3. La capacité de disposer par pacte successoral .....	530
4. Dispositions nulles .....	531
5. Correction des erreurs manifestes de dispositions testamentaires .....	532
<b>III. DE LA QUOTITE DISPONIBLE ET DES RESERVES.....</b>	<b>532</b>
1. Notions .....	532
1.1. La quotité disponible.....	532
1.2. Les réserves.....	532
2. Les différentes réserves .....	533
2.1. Principes.....	533
2.2. La réserve des descendants.....	533
2.3. La réserve des père et mère .....	534
2.4. La réserve du conjoint / partenaire enregistré survivant.....	534

2.5.	Tableau des parts successorales et des réserves.....	535
3.	Le privilège d'usufruit en faveur du conjoint survivant.....	535
3.1.	L'usufruit sur la part dévolue aux descendants communs.....	536
3.2.	L'usufruit en cas d'enfants communs et non communs.....	536
3.3.	Le remariage du conjoint survivant.....	537
3.4.	Modalité d'avantager le conjoint survivant.....	537
<b>IV.</b>	<b>LE CALCUL DE LA QUOTITE DISPONIBLE.....</b>	<b>537</b>
1.	Principe.....	537
2.	La détermination de l'actif brut y compris les rapports.....	538
3.	Les déductions.....	539
4.	Les réunions.....	539
4.1.	Notion.....	539
4.2.	L'objet des réunions.....	539
4.3.	Le cas particulier des assurances en cas de décès.....	539
<b>V.</b>	<b>L'EXHEREDATION.....</b>	<b>541</b>
1.	Notion.....	541
2.	L'exhéredation ordinaire.....	541
2.1.	Principe.....	541
2.2.	Les effets de l'exhéredation.....	542
2.3.	L'annulation ou réduction de l'exhéredation.....	543
2.3.1.	L'action en annulation.....	543
2.3.2.	L'action en réduction.....	543
3.	L'exhéredation d'un insolvable.....	543
3.1.	Principe.....	543
3.2.	Conditions matérielles.....	543
3.3.	Annulation.....	544
<b>VI.</b>	<b>LES MODES DE DISPOSER DE LA SUCCESSION.....</b>	<b>544</b>
<b>A.</b>	<b>LES MODES PAR TESTAMENT.....</b>	<b>544</b>
1.	En général.....	544
1.1.	Distinctions.....	544
1.2.	Rapport entre les successions légales et volontaires.....	545
1.3.	L'interprétation des dispositions testamentaires.....	545
1.4.	Les charges et conditions grevant les dispositions pour cause de mort.....	545
1.4.1.	La charge.....	546
1.4.2.	La condition.....	546
2.	L'institution d'héritier.....	546
3.	Le legs.....	547
3.1.	Notion.....	547
3.2.	L'objet du legs.....	547
3.3.	Les rapports entre legs et succession.....	548
4.	La substitution vulgaire.....	548
5.	La substitution fidéicommissaire.....	548
5.1.	Notion.....	548
5.2.	La position du grevé.....	549
5.3.	L'inventaire et les sûretés.....	549
5.4.	Prédécès du grevé et prédécès de l'appelé.....	549
6.	La fondation ou l'affectation de biens à une fondation.....	550
<b>B.</b>	<b>LES DISPOSITIONS PROPRES AU PACTE SUCCESSORAL.....</b>	<b>550</b>
1.	Généralités.....	550
2.	Le pacte d'attribution.....	551

2.1.	Notion.....	551
2.2.	Droit du disposant de disposer de ses biens de son vivant.....	551
2.3.	Droit du cocontractant au décès du disposant.....	551
3.	Le pacte de renonciation / abdicatif.....	552
3.1.	Notion.....	552
3.2.	La loyale échute .....	552
3.3.	La protection des héritiers réservataires .....	553
3.4.	La protection des créanciers du disposant .....	553
<b>VII.</b>	<b>DE LA FORME DES DISPOSITIONS POUR CAUSE DE MORT .....</b>	<b>553</b>
<b>A.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>553</b>
1.	Modalités.....	553
2.	Conservation des dispositions pour cause de mort .....	554
<b>B.</b>	<b>LES TESTAMENTS .....</b>	<b>554</b>
1.	Le testament public .....	554
2.	Le testament olographe .....	555
3.	Le testament oral .....	555
<b>C.</b>	<b>REVOCAION ET SUPPRESSION DES TESTAMENTS .....</b>	<b>556</b>
1.	Révocation et suppression par le disposant .....	556
2.	Suppression par cas fortuit ou par le fait d'un tiers .....	556
3.	Causes légales de caducité .....	556
<b>D.</b>	<b>LE PACTE SUCCESSORAL.....</b>	<b>556</b>
1.	Forme .....	556
2.	Résiliation et annulation.....	557
2.1.	La résiliation conventionnelle .....	557
2.2.	L'annulation unilatérale pour cause d'exhérédation.....	557
2.3.	La résolution pour cause d'inexécution.....	557
2.4.	Le précèdent de l'héritier ou du légataire.....	558
<b>E.</b>	<b>DE L'EFFET SUR LES DISPOSITIONS POUR CAUSE DE MORT DE LA REDUCTION DE LA QUOTITE DISPONIBLE A LA SUITE DE SITUATIONS NOUVELLES .....</b>	<b>558</b>
<b>VIII.</b>	<b>LES EXECUTEURS TESTAMENTAIRES.....</b>	<b>558</b>
1.	Principe et notion .....	558
2.	L'acceptation de la fonction et la rémunération .....	559
3.	Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire.....	560
<b>IX.</b>	<b>DE L'INVALIDITE DES DISPOSITIONS DU DEFUNT .....</b>	<b>560</b>
1.	Généralités .....	560
2.	Les dispositions frappées de nullité absolue.....	561
3.	Les dispositions annulables .....	561
3.1.	Cas d'annulabilité.....	561
3.2.	Légitimation active et passive .....	561
3.3.	Délais de péremption.....	562
3.4.	Possibilité d'opposer la nullité en tout temps .....	562
<b>X.</b>	<b>DE LA REDUCTION DES DISPOSITIONS DU DEFUNT .....</b>	<b>562</b>
1.	Généralités .....	562
2.	Qualités pour agir et défendre .....	563
3.	Les dispositions réductibles.....	563

4.	Les biens imputables sur la réserve .....	564
5.	L'ordre des réductions.....	564
6.	Modes particuliers de certaines réductions et mode de détermination du montant sujet à réduction.....	565
7.	Les effets de la réduction.....	565
8.	Nullité des clauses de substitution lésant les réserves .....	566
9.	Les délais de péremption en matière d'action en réduction.....	566
<b>XI.</b>	<b>DES ACTIONS DERIVANT DES PACTES SUCCESSORAUX.....</b>	<b>567</b>
1.	Droit de faire dresser un inventaire .....	567
2.	Droit d'ouvrir action en réduction .....	567
<b>§ 37.</b>	<b>L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION ET LA CAPACITE DE SUCCEDER.....</b>	<b>569</b>
	<b>Art. 537 - 550 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>569</b>
<b>II.</b>	<b>L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION.....</b>	<b>569</b>
1.	Du fait de la mort du <i>de cuius</i> .....	569
2.	Du fait de la procédure par déclaration d'absence.....	569
<b>III.</b>	<b>LA CAPACITE DE SUCCEDER.....</b>	<b>570</b>
1.	Le point de survie.....	570
2.	La capacité de recevoir.....	570
2.1.	La jouissance des droits civils.....	571
2.2.	L'absence d'indignité.....	571
<b>§ 38.</b>	<b>LA DEVOLUTION .....</b>	<b>573</b>
	<b>Art. 551-601 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>573</b>
<b>II.</b>	<b>LES MESURES DE SURETE .....</b>	<b>573</b>
1.	En général .....	573
2.	Les mesures de sûreté d'ordre général.....	573
3.	Les mesures relatives à l'ouverture des testaments .....	574
4.	Le cas particulier de la succession d'une personne déclarée absente ..	574
<b>III.</b>	<b>L'ACQUISITION DE LA SUCCESSION.....</b>	<b>575</b>
1.	Par les héritiers.....	575
2.	Par les légataires.....	575
<b>IV.</b>	<b>LA REPUDIATION .....</b>	<b>576</b>
1.	Notion.....	576
2.	Qualité pour répudier .....	576
3.	Forme et délais à respecter pour répudier.....	576
4.	Les effets de la répudiation.....	577
5.	La répudiation par le légataire.....	577
6.	La protection des créanciers de l'héritier répudiant.....	578
7.	La protection des créanciers de la succession.....	578
<b>V.</b>	<b>LE BENEFICE D'INVENTAIRE .....</b>	<b>578</b>
1.	Notion.....	578

2.	Etablissement de l'inventaire .....	579
3.	La clôture de l'inventaire .....	579
4.	L'acceptation sous bénéfice d'inventaire .....	580
5.	Le cas particulier des cautionnements .....	580
<b>VI.</b>	<b>LA LIQUIDATION OFFICIELLE</b> .....	<b>581</b>
1.	Notion.....	581
2.	La demande de liquidation officielle .....	581
3.	Procédure .....	582
<b>VII.</b>	<b>L'ACTION EN PETITION D'HEREDITE</b> .....	<b>582</b>
1.	Notion.....	582
2.	Qualité pour agir et qualité pour défendre .....	582
3.	Les mesures de sûreté.....	583
4.	Effets de l'action en pétition d'hérédité.....	583
5.	Prescription .....	583
6.	L'action du légataire.....	583
<b>§ 39.</b>	<b>LE PARTAGE</b> .....	<b>585</b>
	<b>Art. 602-640 CC</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES</b> .....	<b>585</b>
<b>II.</b>	<b>LA COMMUNAUTE HEREDITAIRE OU HOIRIE</b> .....	<b>585</b>
1.	Notion.....	585
2.	Propriété commune .....	585
3.	Gestion et administration de la succession .....	585
4.	Responsabilité pour les dettes du <i>de cuius</i> .....	586
5.	Représentation de la communauté héréditaire .....	586
6.	Fin de la communauté héréditaire .....	586
6.1.	Principe .....	587
6.2.	L'action tendant au partage .....	587
6.3.	Le sursis au partage.....	587
6.4.	Les mesures conservatoires .....	587
6.5.	Droits des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt.....	588
<b>III.</b>	<b>LA MASSE A PARTAGER</b> .....	<b>588</b>
1.	Composition de la masse.....	588
2.	Les modifications de la masse héréditaire jusqu'au partage.....	589
3.	Les rapports.....	589
3.1.	Notion.....	589
3.2.	Les conditions du rapport .....	589
3.3.	Les libéralités visées.....	590
3.4.	Les libéralités non soumises au rapport.....	590
3.5.	L'étendue du rapport et son calcul .....	590
3.6.	Les modalités du rapport .....	591
<b>IV.</b>	<b>LES REGLES DE PARTAGE</b> .....	<b>592</b>
1.	Les règles de partage fixées par les héritiers .....	592
2.	Les règles de partage fixées par le <i>de cuius</i> .....	592
3.	Intervention de l'autorité dans le partage .....	592
<b>V.</b>	<b>LES OPERATIONS DE PARTAGE</b> .....	<b>593</b>
1.	Principe de base.....	593
2.	La formation des lots.....	593

3.	L'attribution des biens.....	593
4.	Les soultes.....	594
5.	Les droits du conjoint / partenaire enregistré survivant.....	594
6.	L'attribution des lots.....	594
7.	Les créances et les dettes.....	594
8.	L'action en partage.....	595
<b>VI.</b>	<b>LA CLÔTURE DU PARTAGE ET SES EFFETS.....</b>	<b>595</b>
1.	La clôture du partage.....	595
2.	Les conventions sur parts héréditaires.....	595
2.1.	Les cessions entre cohéritiers.....	595
2.2.	Les cessions à des tiers.....	595
2.3.	Les pactes sur des successions non ouvertes.....	596
<b>VII.</b>	<b>LA SITUATION DES HERITIERS APRES LE PARTAGE.....</b>	<b>596</b>
1.	Les obligations.....	596
2.	La rescision du partage.....	596
3.	La responsabilité envers les tiers.....	596
4.	Les recours entre cohéritiers.....	597
<b>VIII.</b>	<b>LE DROIT SUCCESSORAL PAYSAN.....</b>	<b>597</b>

<b>PARTIE X : LE PARTENARIAT ENREGISTRE</b>
---

<b>§ 40.</b>	<b>LE PARTENARIAT ENREGISTRE ENTRE PERSONNES DU MEME SEXE.....</b>	<b>601</b>
	<b>LPart</b>	
<b>I.</b>	<b>GENERALITES.....</b>	<b>601</b>
<b>II.</b>	<b>LES CONDITIONS DU PARTENARIAT.....</b>	<b>602</b>
1.	Notion.....	602
2.	Conditions et empêchements.....	602
<b>III.</b>	<b>LA PROCEDURE D'ENREGISTREMENT D'UN PARTENARIAT....</b>	<b>602</b>
1.	Procédure préliminaire.....	602
2.	Enregistrement du partenariat.....	603
<b>IV.</b>	<b>ANNULATION DU PARTENARIAT.....</b>	<b>603</b>
1.	Les causes absolues.....	603
2.	Les causes relatives.....	604
3.	Les effets de l'annulation.....	604
<b>V.</b>	<b>LES EFFETS DU PARTENARIAT.....</b>	<b>604</b>
1.	Droits et devoirs généraux.....	604
2.	Nom et droit de cité.....	604
3.	Obligation de pourvoir à l'entretien de la communauté.....	605
4.	Logement commun.....	605
5.	Représentation de la communauté.....	605
6.	Devoirs de renseigner.....	605
7.	Suspension de la vie commune.....	606
<b>VI.</b>	<b>LES RAPPORTS PATRIMONIAUX.....</b>	<b>606</b>
1.	Régime patrimonial / partenarial de base.....	606

*Table des matières*

2.	Régime conventionnel.....	607
3.	Droits successoraux.....	608
<b>VII.</b>	<b>LES EFFETS PARTICULIERS.....</b>	<b>608</b>
1.	Les empêchements à mariage.....	608
2.	L'assimilation du partenaire enregistré à un parâtre ou une marâtre ..	608
3.	Droit non reconnu à l'adoption et à la procréation médicalement assistée .....	609
<b>VIII.</b>	<b>DISSOLUTION JUDICIAIRE DU PARTENARIAT ENREGISTRE.....</b>	<b>609</b>
1.	Conditions .....	609
2.	Effets .....	609
2.1.	Effets de droit successoral .....	609
2.2.	Attribution du logement commun.....	610
2.3.	Effets sur la prévoyance professionnelle .....	610
2.4.	Contribution d'entretien .....	610
3.	Procédure et for.....	610